

République centrafricaine

Ministère de l'Élevage et de la Santé animale (MESA)

Projet Élevage et Appui aux Jeunes (PEAJ)



Investir dans les populations rurales

PROLONGATION DE L'APPEL À CANDIDATURE

(Recrutement d'un Auditeur Interne et d'un Responsable en Financement et Agri business)

Intitulé de la mission : Recrutement d'un Auditeur Interne et d'un Responsable en Financement et Agri business pour le Projet Elevage et Appui aux Jeunes

Numéro de référence : **30/ FD/ PEAJ/ 2024**

Date de publication : **3 Septembre 2024**

Date de clôture : **12 Septembre 2024 à 16H00min**

Le **Gouvernement de la République Centrafricaine** a *obtenu du* Fonds international de développement agricole (FIDA) un financement destiné à couvrir le coût de **Projet Élevage et Appui aux Jeunes (PEAJ)** et le recrutement du personnel aux postes suivants :

- **Un Auditeur Interne**
- **Un Responsable en Financement et Agribusiness**

Les profils recherchés pour chaque poste de candidature sont affichés au niveau du Ministère de l'Elevage et de la Santé Animale ou Consultable sur la page Facebook du Ministère de l'Elevage et de la Santé Animale (**Ministère de l'Elevage Rca Mesa**).

Le **Ministère de l'Elevage et de la Santé Animale (MESA)** « l'employeur » invite les personnes intéressées par cet appel, à fournir leurs dossiers à l'adresse susmentionnée ;

Le dossier de Candidature est composé de la copie d'une pièce d'identité **centrafricaine** (CNI/Passeport), d'une lettre de motivation, d'un CV et ses pièces justificatives (Diplômes, expériences professionnels et des éléments directement vérifiables) ;

Les critères de sélection sont les suivants :

Les candidats avec les meilleures moyennes générales combinant (pondérations en %)

- (I) Expérience et niveau académique (CV) (75%)
- (II) Test écrit technique (15%)
- (III) Et test psychotechnique (10), seront invités à un entretien individuel final

MESA

NB :

- **Les références indiquées sans justificatifs à l'appui ne seront pas considérées dans l'évaluation.**
- **Le terme « ou équivalent » indiqué dans les TDR des deux postes signifie qu'on peut prendre en compte une candidature ne disposant pas du diplôme requis, mais qui justifie d'une expérience professionnelle reconnue (Certificat de travail et personnes de référence).**

Il convient de noter que pour les postes ciblés, à compétences égales, les candidatures de femmes, de jeunes, de la population autochtone et de personnes en situation de handicap seront avantagées.

Nous attirons l'attention des consultants intéressés sur la Politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme¹ et sur la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations². Cette dernière énonce les dispositions arrêtées par le FIDA concernant les pratiques répréhensibles. Le FIDA s'efforce par ailleurs de faire en sorte que ses activités et opérations se déroulent dans un environnement de travail sain, à l'abri de tout harcèlement, notamment sexuel, et de toute exploitation ou atteinte sexuelle, comme le précise sa Politique en matière de prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles³.

L'utilisation de fonds du FIDA est soumise à l'approbation de ce dernier, selon les modalités et conditions que prévoit l'accord de financement et conformément aux règles, politiques et procédures du FIDA. Le FIDA et ses représentants, mandataires et fonctionnaires sont dégagés de toute responsabilité concernant les actions en justice, procédures, réclamations, demandes, pertes et obligations en tout genre et de toute nature qu'une quelconque partie invoquerait dans le cadre du **Projet Élevage et Appui aux Jeunes (PEAJ)**.

Toute demande d'éclaircissements concernant le présent appel à candidature devra être envoyée par courriel à l'adresse indiquée au plus tard le 11 septembre 2024 à 16H00Min (Heure de Bangui). Le client répondra à toutes les demandes d'éclaircissements avant 12 septembre 2024 à 16H00Min (Heure de Bangui).

Les réponses à l'appel à candidature devront être déposées physiquement à l'attention du **Ministre de l'Élevage et de la Santé Animale S/C de la Coordonnatrice du Projet Élevage et Appui aux Jeunes (PEAJ)**, à l'adresse suivant au plus tard le 12 Septembre 2024 à 16h00min, Heure de Bangui.

¹ Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante:

<https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/41942012>

² Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante:

<https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/40189695>

³ Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante:

<https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/40738506>

Adresse : **Ministère de l'Élevage et de la Santé Animale Rue Durant FERTE, BP 1509 Bangui (RCA)** / Cellule de Démarrage du Projet Elevage et Appui aux Jeunes (CD PEAJ).
Pour toutes informations, Veuillez nous contacter à travers le courriel : ngaiwoo99@gmail.com avec copie à athenayoka@hotmail.com ou par téléphone : (+236)72505310/ (RPM) ;

Le Directeur de Cabinet



Dr. Patrick NINGATA-DJITA
Vétérinaire Officiel

Termes de référence pour le poste d'Auditeur interne

<p>Contexte</p>	<p>A travers le PEAJ, le Gouvernement de la RCA, en partenariat avec le FIDA, envisage de faire du sous-secteur de l'élevage un levier important pour la croissance économique, la réduction de la pauvreté du pays et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La promotion de chaînes de valeur, viables, dans le sous-secteur de l'élevage et du miel, aidera à créer des opportunités d'emplois et de revenus, pour les vulnérables, les jeunes et les femmes, et à renforcer la résilience, contribuant ainsi à consolider la paix sociale, et la stabilité du pays.</p> <p>Différentes activités sont prévues dans le cadre du projet et toucheront la production, la transformation et la mise en marché des produits animaux (viandes, œufs, lait, fromage etc.), de l'apiculture (miel, cire etc.). Elles visent en particulier à établir des chaînes d'approvisionnement durables.</p> <p>Le projet comprend trois composantes consacrées respectivement à : (1) la relance économique des bénéficiaires, dans les trajectoires de croissance, en partenariat avec les organisations des bénéficiaires (FNEC, ANGAC) et l'ANDE ; (2) le déploiement de mécanismes financiers adaptés aux besoins des différentes catégories de groupes cibles, et la promotion de l'accès au marché ; et (3) la responsabilisation des acteurs publics et privés, la coordination et la gestion du projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Composante 1. Amélioration de la productivité et de la production de chaînes de production de bétail et de miel résilientes, sensibles à la nutrition et inclusives des personnes vulnérables. L'Effet attendu de cette composante est : 'Effet 1. La production, la productivité et la résilience des acteurs locaux des chaînes de valeur de l'élevage et de l'apiculture sont améliorées'. Les deux produits qui contribueront à cet effet sont : 'Produit 1.1. Les capacités de production au sein des chaînes d'approvisionnement locales sont rétablies, développées et consolidées ; et 'Produit 1.2. Les relations entre agriculteurs et éleveurs sont améliorées'. • Composante 2. Promotion d'un accès durable à des services financiers adaptés et renforcement des liens commerciaux. L'Effet attendu est : 'Effet 2. L'accès aux services financiers, la valorisation/transformation des produits d'élevage et d'apiculture, ainsi que l'accès aux marchés, sont améliorés pour les groupes ciblés'. Les deux produits qui contribueront à cet effet sont : 'Produit 2.1. Des produits et services financiers adaptés sont accessibles aux producteurs' ; et 'Produit 2.2. L'accès des bénéficiaires à des infrastructures marchandes résilientes et aux marchés est accrue'. La série d'activités ci-dessous contribuera à ces résultats. • Composante 3. Renforcement des capacités, coordination et gestion du projet. <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de ces activités, il est prévu le recrutement d'un auditeur interne. Les présents termes de référence (TDR) situent le mandat et le profil du (de la) spécialiste.</p>
<p>Hiérarchie</p>	<p>Le S-FA est placé sous l'autorité et la supervision du Coordonnateur du projet PEAJ.</p>
<p>Missions et responsabilités</p>	<p>L'auditeur interne est chargé(e) de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer que les fonctions administratives, financières et techniques du Projet respectent les manuels d'exécution et des procédures administratives et financières, aussi bien au niveau de l'Unité de Coordination et de Gestion (UCG) que des entités bénéficiaires et/ou partenaires; • détecter d'éventuels risques dans l'organisation du Projet et anticiper toutes mesures lui permettant d'atteindre ses objectifs avec un maximum d'efficacité et d'efficience ; • Apporter des propositions d'améliorations continue à l'équipe de l'UCG pour assurer une bonne gouvernance du Projet et une performance dans la réalisation des opérations • Offrir un système de pilotage de la performance qui donne satisfaction à l'ensemble des parties prenantes.
<p>Tâches principales</p>	<p>Organisation et étendue de la mission</p>

Afin de garantir l'indépendance de l'audit interne, l'auditeur interne est rattaché directement au Président du Comité National de Pilotage. L'Auditeur Interne assure une fonction de vérification indépendante et objective. Il est en relation fonctionnelle avec toutes les entités composant le Projet. Il propose au Président du Comité National de Pilotage son plan de travail et lui rend compte des résultats des actions accomplies dans le cadre de sa mission. A ce titre, l'Auditeur Interne a à sa charge :

- D'établir des politiques d'audit interne, de la définition du contenu général des activités dans ce domaine, de leur planification, de la gestion de leur mise en œuvre et des rapports sur les résultats obtenus. De s'assurer de l'adéquation et de l'efficacité des audits. Il coordonne ses activités d'audit avec les contrôles qui sont destinés à s'assurer de la régularité, de la sincérité et de la fidélité de la situation financière et patrimoniale du Projet.
- D'appuyer l'UNC dans les travaux préparatoires d'audit externe ainsi que dans la mise en œuvre des recommandations qui en découlent. La bonne réalisation de cette mission devra contribuer à l'atteinte des objectifs globaux et spécifiques du Projet, répondre aux critères d'économie, d'efficacité, et d'efficacité et assurer la pérennisation des actions.

Afin d'assister l'équipe du PEAJ, l'Auditeur Interne exerce les tâches ci-après, sans être exhaustives, en se référant aux normes et méthodologies d'audit interne généralement appliquées :

Evaluation de l'application des Manuels du Projet et des systèmes de contrôle interne:

- évaluer l'application des Manuels d'exécution et des procédures administratives et financières aussi bien au sein de l'U qu'auprès de ses bénéficiaires et partenaires;
- identifier les faiblesses et proposer la mise à jour des Manuels d'exécution et des procédures administratives et financières et s'assurer de leur application effective ;
- évaluer le système de contrôle interne en vigueur au sein du Projet et proposer d'éventuelles améliorations ;
- effectuer un audit continu de la performance du dispositif de contrôle interne. Identifier les faiblesses et proposer les mesures correctives à titre de recommandations ;

Evaluation des opérations financières, comptables et administratives du Projet:

- identifier et détecter les risques liés aux opérations comptables et financières du Projet et recommander des mesures pour anticiper leur occurrence ;
- mettre en place un mécanisme formel pour enquêter et répondre aux plaintes formulées par des tiers concernant les opérations et les décisions du Projet ;
- évaluer les systèmes d'information et de gestion ainsi que des outils d'aide à la décision existant au sein du Projet et proposer des améliorations ;
- évaluer la fiabilité des opérations comptables et financières du Projet et proposer des améliorations dans l'organisation, sur les procédures et la méthodologie du travail ;
- proposer des mises à jour des procédures comptables et du système de contrôle interne correspondant ;
- conduire inopinément ou participer à l'inventaire physique périodique des actifs acquis dans le cadre du Projet (immobilisations, stocks de fournitures, caisses) ;
- analyser les méthodologies de capitalisation des contributions en nature des bénéficiaires et du Gouvernement et aider le projet à mettre en place un mécanisme efficace et performant avec la méthodologie adéquate en la matière.

Evaluation de la performance opérationnelle du Projet :

- évaluer la performance du Projet en terme opérationnel et identifier les possibilités d'amélioration selon les critères suivants :
 - o économie : réduction de la consommation des ressources ;
 - o efficacité : amélioration du rapport entre les besoins et les services et les ressources consommées à cette fin ;
 - o efficacité : mesure dans laquelle les buts visés ou l'impact attendu ont été atteints ;
- identifier les risques liés à l'organisation et à la gestion du Projet et proposer des mesures pour les anticiper et/ou les corriger ;
- établir et mettre à jour la matrice des risques du projet.
- proposer de faire appel au service d'Expert ou d'un Cabinet d'audit spécialisé, en cas de besoin, pour effectuer les travaux d'audit technique et audit de gestion ;

Préparation de l'audit interne :

- vérifier l'exécution technico-financière du PTBA avant chaque audit externe;

	<ul style="list-style-type: none"> - superviser et vérifier les dossiers à présenter aux missions d'audit annuel et/ou intérimaire et préparer les dispositifs pour l'accueil des Auditeurs externes ; - faire suivre la mise en application des recommandations émises par les Auditeurs externes ; - assister l'équipe du Projet dans la finalisation du PTBA ; - rendre opérationnels et efficaces les systèmes en place par la formation des agents à leur utilisation. <p>Exécuter toutes autres tâches que le Président du Comité de Pilotage pourra lui confier dans la limite de sa compétence</p>
Lieu de travail	Siège du projet à Bangui, avec des déplacements réguliers sur le terrain dans les zones d'intervention.
Profil requis	<p>Qualifications et expériences requises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un diplôme universitaire d'études supérieures (minimum Bac+5) dans le domaine d'audit, de comptabilité, de contrôle, de finance ou équivalent ; • La certification internationale en audit interne « CIA » est souhaitée. • Expérience professionnelle de cinq (5) ans au minimum avec au moins cinq (3) ans en tant qu'Auditeur au sein d'un Cabinet d'audit et d'expertise comptable ; • Bonne expérience dans la conduite de l'audit en utilisant l'approche « audit basé sur le risque » est souhaitée ; • Une solide expérience dans l'audit des projets financés par les principaux bailleurs de fonds ; • Une bonne connaissance de la gestion des projets financés par un partenaire multilatéral de développement (FIDA, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, etc.); • Une bonne connaissance des procédures administratives et financières et des diverses directives de passation de marchés et de décaissement du FIDA serait un atout ; • Une bonne connaissance des systèmes de gestion financière informatisée et des logiciels de comptabilité générale, analytique, budgétaire et financière et de gestion de projet ; • Bonne connaissance des normes SYSCOHADA/IFRS/IPSAS/SYSBENIL ; • Une bonne maîtrise du français écrit et oral, l'anglais serait un atout ; • Un sens marqué de l'organisation, de la responsabilité, de la rigueur et de l'intégrité;
Nature et type de contrat	Contrat de droit national d'un an renouvelable au cours de la vie du projet (6 ans) et sur la base d'une évaluation annuelle des performances.

Termes de référence pour le poste de Responsable en Financement et Agribusiness

Contexte	<p>A travers le PEAJ, le Gouvernement de la RCA, en partenariat avec le FIDA, envisage de faire du sous-secteur de l'élevage un levier important pour la croissance économique, la réduction de la pauvreté du pays et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La promotion de chaînes de valeur, viables, dans le sous-secteur de l'élevage et du miel, aidera à créer des opportunités d'emplois et de revenus, pour les vulnérables, les jeunes et les femmes, et à renforcer la résilience, contribuant ainsi à consolider la paix sociale, et la stabilité du pays.</p> <p>Différentes activités sont prévues dans le cadre du projet et toucheront la production, la transformation et la mise en marché des produits animaux (viandes, œufs, lait, fromage etc.), de l'apiculture (miel, cire etc.). Elles visent en particulier à établir des chaînes d'approvisionnement durables.</p> <p>Le projet comprend trois composantes consacrées respectivement à : (1) la relance économique des bénéficiaires, dans les trajectoires de croissance, en partenariat avec les organisations des bénéficiaires (FNEC, ANGAC) et l'ANDE ; (2) le déploiement de mécanismes financiers adaptés aux besoins des différentes catégories de groupes cibles, et la promotion de l'accès au marché ; et (3) la responsabilisation des acteurs publics et privés, la coordination et la gestion du projet.</p>
-----------------	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Composante 1. Amélioration de la productivité et de la production de chaînes de production de bétail et de miel résilientes, sensibles à la nutrition et inclusives des personnes vulnérables. L'Effet attendu de cette composante est : 'Effet 1. La production, la productivité et la résilience des acteurs locaux des chaînes de valeur de l'élevage et de l'apiculture sont améliorées'. Les deux produits qui contribueront à cet effet sont : 'Produit 1.1. Les capacités de production au sein des chaînes d'approvisionnement locales sont rétablies, développées et consolidées ; et 'Produit 1.2. Les relations entre agriculteurs et éleveurs sont améliorées'. • Composante 2. Promotion d'un accès durable à des services financiers adaptés et renforcement des liens commerciaux. L'Effet attendu est : 'Effet 2. L'accès aux services financiers, la valorisation/transformation des produits d'élevage et d'apiculture, ainsi que l'accès aux marchés, sont améliorés pour les groupes ciblés'. Les deux produits qui contribueront à cet effet sont : 'Produit 2.1. Des produits et services financiers adaptés sont accessibles aux producteurs' ; et 'Produit 2.2. L'accès des bénéficiaires à des infrastructures marchandes résilientes et aux marchés est accrue'. La série d'activités ci-dessous contribuera à ces résultats. • Composante 3. Renforcement des capacités, coordination et gestion du projet. <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de ces activités, il est prévu le recrutement d'un(e) Spécialiste en Financement et agribusiness (S-FA). Les présents termes de référence (TDR) situent le mandat et le profil du (de la) spécialiste.</p>
Hiérarchie	Le S-FA est placé sous l'autorité et la supervision du Coordonnateur du projet PEAJ.
Missions et responsabilités	<p>Le/la S-FA est chargé(e) de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en œuvre le mécanisme de financement à coûts et risques partagés mis en place en place pour le financement des ménages vulnérables et entreprises spécialisées cibles du PEAJ dans les différentes chaînes de valeurs retenues dans le cadre du projet ; • Assurer la mise en place des services non financier d'accompagnement des porteurs de projets cibles dans leur parcours de formation, d'incubation, développement de leur plan d'affaire et de mise en place des mécanismes de promotion de chaînes de valeur et d'agrégation.
Tâches principales	<p>Mise en œuvre Spécifiquement, il (ou elle) est chargé (e) de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagner les institutions financières partenaires (IFP), principalement les banques et établissements de microfinance, et à leur évaluation périodique ; • Assurer la mise en place des conventions de partenariat avec les IFP sélectionnées et effectuer le suivi ; • Assurer la mise en place des conventions de partenariat avec les IFP sélectionnées et effectuer le suivi ; • Assurer la mise en place des conventions de partenariat avec les structures de formation et d'incubation tel que ACFPE, CAMPEA, ENEB, etc. sélectionnées et effectuer le suivi ; • Faciliter le développement des services financiers et non financier adaptés aux besoins des cibles du projet ; • Assurer le renforcement des capacités des IFP et des structures de formation et d'incubation partenaires et des acteurs de mise en œuvre du projet ; • Déterminer avec le responsable du suivi évaluation du projet les indicateurs pour le suivi et l'évaluation des activités d'accompagnement à l'accès aux services financiers et non financier ainsi que les modalités de leur collecte ; • S'assurer que le processus lié aux activités de développement des services financiers et non financier adaptés est effectué de façon appropriée ; • Travailler avec les autres membres de l'équipe pour développer les programmes de travail, budgets et toute autre documentation selon les besoins ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner les entreprises à l'organisation et à la structuration de leurs activités financées avec l'appui du projet ; • Conduire et superviser les activités de promotion des modèles d'affaire, de modèle d'agrégation, de filiriasation, de structuration des acteurs des chaines de valeurs et de mise en relation pour lier les produits avec le marché; • Conduire les activités de développement, de conseils agricoles, de formation, d'incubation, de structuration des acteurs en lien avec l'agrobusiness dans les différentes filières concernées ; • Faciliter le renforcement de capacités des entreprises/organisations/coopératives pour l'agrégation et la commercialisation dans les chaines de valeur appuyées. • Accomplir toute autre tâche relevant de sa compétence et qui est de nature à améliorer l'exécution des activités et la performance de l'UNC.
Lieu de travail	Siège du projet à Bangui, avec des déplacements réguliers sur le terrain dans les zones d'intervention.
Profil requis	<p>Qualifications et expériences requises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme de niveau minimum maîtrise, master ou équivalent, en finance rurale, agroéconomie, économie rurale, Banque, économie ou gestion, développement rural, ou dans une discipline connexe ; • Avoir au moins sept (07) années d'expérience diversifiée dans le domaine de l'agro-business, de la microfinance et du financement rural, dont au moins quatre (04) années d'expérience réussie dans la conduite d'un dispositif de microfinance intervenant en milieu rural ou de mission d'assistance technique ; • Bonne connaissance du secteur financier de l'Afrique central et de l'ouest et d'excellentes connaissances de la problématique du financement des chaines de valeur agricoles et des acteurs du monde rural et agricole et notamment des MPME agricoles ; • Bonne compréhension des défis, difficultés et du contexte de l'agro-business ; • Bonne maîtrise de la structuration des chaines de valeur et mise en place des mécanismes financiers innovants • Une expérience du secteur de l'élevage serait un atout ; • Sens de la diplomatie et bonne capacité rédactionnelle et de communication ; • Capacité d'analyse et de synthèse, de supervision, du sens de l'organisation ; • Aptitude à travailler en équipe et sous pression et condition physique permettant de participer à des missions de terrain ; • Excellente maîtrise des logiciels de bureautique (Word, Excel, PowerPoint, etc.) ; • Bonne intégrité ; • Maîtrise de la langue française. La connaissance l'Anglais est un atout ;
Nature et type de contrat	Contrat de droit national d'un an renouvelable au cours de la vie du projet (6 ans) et sur la base d'une évaluation annuelle des performances.